

FÉDÉRATION DE RUSSIE. SOMBRE ÉPOQUE POUR LES DROITS HUMAINS

COMMUNICATION D'AMNESTY INTERNATIONAL POUR LA 44^E SESSION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'EPU, 13 NOVEMBRE 2023

RÉSUMÉ

La présente communication a été préparée pour les besoins du quatrième Examen périodique universel (EPU) de la Fédération de Russie, qui doit se tenir le 13 novembre 2023. Amnesty International y évalue la mise en œuvre des recommandations adressées au pays lors de son précédent EPU, notamment en ce qui concerne la législation contre l'extrémisme et le terrorisme, la violence domestique et la sécurité sociale.

Ce document examine également le cadre national des droits humains, en particulier en ce qui a trait aux récentes modifications de la Constitution, à la criminalisation de la liberté d'expression et à la nouvelle loi sur les organisations de la société civile.

Pour ce qui est de la situation des droits humains sur le terrain, Amnesty International exprime ses préoccupations relatives aux violations des libertés d'expression, d'association, de réunion pacifique, de conscience et de religion, au recours à la torture et à d'autres mauvais traitements et à la persécution des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes (LGBTI). Le document se termine par une série de recommandations à l'intention de Russie qui, si elles étaient mises en œuvre, contribueraient à améliorer la situation des droits humains dans ce pays.

LE PRÉCÉDENT EXAMEN ET SES SUITES

1. Depuis son dernier examen, en 2018¹, le bilan de la Russie en matière de liberté d'expression, d'association, de réunion pacifique, de religion et de conviction a continué de s'aggraver, poursuivant la tendance observée depuis son premier examen, en 2009². Les recommandations invitant le pays à résoudre ces problèmes dans la pratique et dans le cadre constitutionnel et législatif n'ont pas été mises en œuvre, même celles que la Russie avait partiellement acceptées³. La liberté des médias et l'accès aux informations en ligne ont progressivement été restreints, les personnes en désaccord avec le gouvernement sont persécutées et les militant-e-s et organisations non gouvernementales (ONG) politiques et de défense des droits civiques font face à de sévères représailles⁴.
2. Contrairement à de nombreuses recommandations qui lui ont été faites⁵, la Russie a largement étendu le champ d'application de la législation contre l'extrémisme et le terrorisme, et les sanctions prévues ont été utilisées pour réprimer des opposant-e-s politiques pacifiques, des journalistes d'enquête, des blogueurs et blogueuses, des personnes qui critiquaient le gouvernement et certains groupes religieux pacifiques (voir le § 13 et le chapitre sur la liberté d'expression ci-dessous).
3. Les nombreuses recommandations⁶ faites à la Russie d'adopter une loi sur la violence domestique et d'en protéger les victimes n'ont pas été appliquées. Le projet de loi présenté en 2019 pour lutter contre ce problème est toujours au point mort⁷.
4. La Russie a en partie appliqué les recommandations concernant la sécurité sociale⁸ en ratifiant partiellement en 2019 la Convention (n° 102) de 1952 de l'Organisation internationale du travail sur la sécurité sociale (norme minimum⁹). Elle a également partiellement mis en œuvre certaines recommandations l'invitant à adopter des mesures pour lutter contre la discrimination envers les femmes¹⁰ : la liste des « métiers interdits » aux femmes a été maintenue, mais réduite de 456 à 100 professions en 2021¹¹.
5. Contrevenant à ses obligations en matière de droits humains, la Russie a accepté et appliqué une recommandation contraire aux droits fondamentaux l'invitant à « [c]ontinuer à soutenir la famille traditionnelle et à contribuer aux efforts internationaux de promotion et de préservation des valeurs éthiques et familiales traditionnelles¹² » [traduction non officielle]. Elle a notamment apporté à la Constitution une modification discriminatoire (voir § 7) et s'est appuyée sur les notions de « valeurs traditionnelles » et de « famille traditionnelle » pour ne pas adopter de loi sur la violence domestique, pour museler les demandes de protection des droits des femmes, pour promouvoir des lois et des pratiques homophobes (voir § 15 et 30) et pour tenter de saper les protections internationales des droits relatifs au genre dans les instances internationales comme l'Organisation des Nations unies¹³.
6. La Russie n'a pas mis en œuvre les recommandations acceptées en partie¹⁴ ou dans leur totalité¹⁵ visant à faciliter l'accès des mécanismes internationaux de surveillance des droits de l'homme à certaines zones d'Ukraine (dont la Crimée illégalement occupée) et de Géorgie. Malheureusement, la Fédération a rejeté d'autres recommandations pourtant pertinentes relatives au droit international humanitaire¹⁶. Elle a ainsi refusé de mettre fin à son occupation illégale de la Crimée. En février 2022, la Russie a envahi l'Ukraine, se rendant responsable d'un crime d'agression¹⁷. Depuis, le pays a annoncé l'annexion de quatre régions ukrainiennes et tué des milliers de civil-e-s en Ukraine et les forces russes ont commis en toute impunité des crimes de guerre et d'autres atteintes au droit international¹⁸.

LE CADRE NATIONAL DE PROTECTION DES DROITS HUMAINS

7. Des modifications de la Constitution adoptées en 2020 établissent que « les décisions des organes interétatiques » contraires à la Constitution ne seront pas « applicables en Fédération de Russie¹⁹ ». Elles mettent encore davantage en péril l'indépendance de la justice, au détriment du droit à un procès équitable^{20 21}. Elles ont

par ailleurs redéfini le mariage comme étant « une union entre un homme et une femme²² » et font ainsi obstacle au mariage entre personnes du même sexe.

8. La Russie a été exclue du Conseil de l'Europe en mars 2022 et a annoncé simultanément qu'elle quittait l'organisation. En juin de la même année, elle a décidé unilatéralement de ne pas appliquer les décisions de la Cour européenne des droits de l'homme²³. En septembre 2022, elle a cessé d'être partie à la Convention européenne des droits de l'homme²⁴. Elle a également décidé de se retirer d'autres conventions du Conseil de l'Europe²⁵.
9. Des mesures législatives restreignant de manière injustifiée le droit à la liberté de réunion pacifique ont été renforcées à plusieurs reprises. Les récentes modifications interdisent à certaines catégories de personnes (ressortissant-e-s étrangers, personnes apatrides, personnes désignées comme étant des « agents de l'étranger », etc.) d'organiser des rassemblements. Elles interdisent également les réunions publiques dans de nombreux lieux, notamment près des bâtiments publics et dans l'enceinte d'établissements d'enseignement et de santé, et donnent aux autorités le pouvoir de changer unilatéralement le lieu et la date ou l'horaire de manifestations. Aucune disposition juridique ne prévoit la tenue de manifestations spontanées²⁶.
10. La législation nationale contient des dispositions sanctionnant l'exercice du droit à la liberté de réunion pacifique. Selon le Code des infractions administratives, une personne qui organise une manifestation pacifique ou y participe s'expose à une amende sévère ou à 30 jours de prison en raison de lois injustement restrictives, même en cas d'infraction mineure, voire insignifiante²⁷. La récidive est quant à elle passible de cinq ans d'incarcération²⁸.
11. La loi nationale relative à la liberté d'expression a été remaniée à de nombreuses reprises et, chaque fois, des restrictions injustifiées ou des sanctions plus sévères ont été ajoutées. En 2020, les peines applicables en cas de diffamation ont considérablement augmenté, atteignant les cinq ans de prison²⁹. Les autorités russes ont interdit la diffusion de « fausses informations en connaissance de cause » en 2019 et l'ont criminalisée en 2020³⁰. En mars 2022, à la suite de l'invasion générale de l'Ukraine, la responsabilité pénale a été introduite pour la « diffusion en toute connaissance de cause de fausses informations sur les forces armées russes », avec une peine pouvant aller jusqu'à 15 ans d'incarcération, tandis que « jeter le discrédit sur les forces armées russes » a été érigé en infraction administrative³¹ et pénale³², passible de cinq ans de prison.
12. Sur un plan plus positif concernant le droit à la liberté d'expression, certaines infractions relatives à l'« extrémisme » ont été partiellement dépenalisées en 2018³³. Mais d'autres actes similaires (comme l'« exhibition de symboles extrémistes ») ont été érigés en infractions³⁴. Les définitions de ces infractions sont excessivement larges, vagues et susceptibles d'être mal interprétées.
13. Une nouvelle loi sur les « agents de l'étranger » adoptée en 2019 a introduit les notions d'« agent de l'étranger individuel » et d'« agent de l'étranger-ONG non immatriculée³⁵ ». Avec les nouvelles lois promulguées en 2022³⁶, ces changements élargissent la définition du terme « agents de l'étranger », permettent une application arbitraire de la loi et limitent sévèrement le droit à la liberté d'expression et d'association. Les ONG, les médias et les particuliers ciblés arbitrairement par les autorités russes et désignés comme des « agents de l'étranger » ne peuvent pas occuper de postes dans la fonction publique, soutenir de campagnes électorales, enseigner, ni exercer de nombreuses autres activités. Elles doivent communiquer maintes informations aux autorités et toutes leurs publications, quel qu'en soit le sujet, doivent mentionner que l'auteur est un « agent de l'étranger ». Cette loi est très dissuasive pour les défenseur-e-s des droits humains, les militant-e-s, les journalistes et les organisations de la société civile.
14. La loi relative aux « organisations indésirables³⁷ » est toujours en vigueur et continue de gravement entraver le droit à la liberté d'association. Des modifications apportées au Code pénal en 2021³⁸ et en 2022³⁹ ont facilité les poursuites contre des personnes soupçonnées d'avoir coopéré avec de telles organisations et la peine maximale pour cette infraction a été portée à six ans de prison.
15. Une loi homophobe adoptée en 2022 a érigé en infraction administrative⁴⁰ « la propagande en faveur de relations (ou) préférences sexuelles non traditionnelles et du changement de sexe ».

LA SITUATION DES DROITS HUMAINS SUR LE TERRAIN

16. Depuis le dernier examen de la Russie, et surtout depuis 2021, la situation en matière de droits humains s'est nettement dégradée. La répression contre toute forme de dissidence, en particulier contre les personnes critiquant le gouvernement, contre les défenseur-e-s des droits humains, contre les médias indépendants et contre d'autres composantes de la société civile s'est durcie depuis février 2022 et l'invasion générale de l'Ukraine.

Liberté d'expression

17. Les autorités russes utilisent la législation contre l'extrémisme et contre le terrorisme ainsi que des chefs d'infraction comme la « haute trahison » pour réprimer celles et ceux qui expriment des opinions discordantes. En 2021, les autorités russes ont arrêté Alexeï Navalny, célèbre militant politique et détracteur du gouvernement, puis l'ont inculpé, ainsi que ses collègues, de nombreux chefs motivés par des considérations politiques allant de la fraude à l'« extrémisme⁴¹ ».
18. Les autorités ont utilisé la loi contre les « fausses nouvelles » pour poursuivre des personnes et des médias qui critiquaient leur gestion de la pandémie de COVID-19⁴². Elles ont profité des nouvelles lois interdisant le fait de « jeter le discrédit sur les forces armées » et de « diffuser des informations fausses en connaissance de cause » les concernant pour réprimer toute critique de la guerre d'agression contre l'Ukraine et des crimes de guerre et autres violations perpétrés par les forces armées russes. Entre le début de la guerre et février 2023, environ 4 500 personnes ont reçu une amende dans le cadre d'une procédure administrative pour avoir exprimé leur opposition à la guerre et plus de 180 autres ont été poursuivies au pénal pour cette même « infraction » ou pour avoir contredit ou contesté une information officielle concernant la guerre⁴³. Les personnes travaillant dans le domaine de la culture, les célébrités et les gens ordinaires qui prennent position contre la guerre risquent d'être licenciés pour des motifs politiques, d'être désignés comme des « agents de l'étranger » ou de faire l'objet d'autres formes de persécution⁴⁴. En mars 2023, plus de 250 personnes avaient été arbitrairement désignées comme des « agents de l'étranger », vraisemblablement pour avoir critiqué les autorités ou pour avoir exercé leur travail de journaliste.
19. Des médias indépendants de premier plan se sont vu privés de leur licence⁴⁵, ont été ajoutés à la liste des « agents de l'étranger⁴⁶ » ou des « organisations indésirables⁴⁷ » ou ont fait l'objet de menaces pour avoir publié des informations critiques envers le gouvernement, notamment concernant la guerre. Les forces de sécurité soumettent régulièrement en toute impunité des professionnel-le-s des médias indépendants à des actes de harcèlement, des arrestations arbitraires et de la torture ou d'autres formes de mauvais traitements, en particulier lorsque ceux-ci couvrent des manifestations⁴⁸.
20. Des personnes qui critiquaient les autorités locales en Tchétchénie ont été arrêtées arbitrairement et soumises à une disparition forcée, en toute impunité. En 2020, le blogueur Salman Tepsourkaïev, modérateur d'une chaîne Telegram critique envers le dirigeant tchéchène Ramzan Kadyrov, a été enlevé chez lui, dans le territoire de Krasnodar, torturé⁴⁹ et, d'après ses collègues, tué par des responsables de l'application des lois en Tchétchénie⁵⁰. En 2022, Zarema Moussaïeva, mère du défenseur des droits humains tchéchène Aboubakar Yangoulbaïev, a été arrêtée arbitrairement à Nijni Novgorod par des policiers tchéchènes, emmenée en Tchétchénie et inculpée à tort d'avoir attaqué un de ces agents. Il semblerait que ces poursuites aient été menées en représailles au travail de son fils⁵¹.

Liberté d'association et défenseurs des droits humains

21. La loi sur les « agents de l'étranger » et celle sur les « organisations indésirables », souvent appliquées contre les médias, sont utilisées encore plus fréquemment contre les ONG nationales et internationales travaillant en ou sur la Russie, ainsi que contre des groupes informels et des défenseur-e-s des droits humains. En 2021, les autorités russes ont invoqué des infractions à la loi sur les « agents de l'étranger » pour fermer arbitrairement Mémorial, la plus vieille organisation de défense des droits humains du pays⁵². En 2023, elles ont arbitrairement fermé le Groupe Helsinki de Moscou, une autre vieille et célèbre association de défense des droits humains, pour de

prétendues infractions à la loi sur les ONG⁵³. De nombreux autres groupes œuvrant en faveur des droits fondamentaux ont été obligés de fermer ou de quitter la Russie sous la pression des autorités.

22. Des groupes politiques d'opposition ont été arbitrairement interdits après avoir été qualifiés d'« extrémistes », comme la Fondation anticorruption (FBK) d'Alexei Navalny⁵⁴, ou d'« indésirables », comme le mouvement Russie ouverte⁵⁵. D'autres sont visés par des sanctions pénales, soi-disant pour avoir « porté atteinte aux droits des citoyens », comme le mouvement de jeunes Vesna⁵⁶. Dans certains cas, les autorités ont eu recours à la loi contre le terrorisme pour poursuivre des défenseur-e-s des droits humains sur la base de charges forgées de toutes pièces. Bakhrom Khamroïev, par exemple, a été accusé de faire partie du mouvement Hizb ut-Tahrir⁵⁷, un groupe désigné comme « terroriste » par les autorités russes.
23. En 2019, Oïoub Titiev, responsable de l'antenne de Mémorial en Tchétchénie, a été condamné à quatre ans de prison sur des accusations controvérsées liées aux stupéfiants⁵⁸. Pendant ce temps, des crimes perpétrés contre des militant-e-s pour les droits humains sont restés irrésolus, comme l'homicide de la prédécesseuse d'Oïoub Titiev, Svetlana Estemirova, en 2009⁵⁹.

Liberté de réunion

24. Les autorités russes utilisent d'anciennes et de nouvelles lois pour saper encore davantage le droit à la liberté de réunion. Les mesures de lutte contre la pandémie de COVID-19 servent souvent de prétexte pour interdire des manifestations, alors que les rassemblements progouvernementaux et les événements apolitiques sont autorisés. Les autorités profitent de la procédure de notification pour refuser arbitrairement d'autoriser certains rassemblements publics. Les manifestations pacifiques « non autorisées » sont considérées comme illégales, même lorsqu'il s'agit de piquets de grève solitaires. Elles sont brutalement dispersées par la police et les participant-e-s sont souvent arrêtés et sévèrement sanctionnés par des peines d'incarcération ou des amendes. Les violations des droits humains commises par la police ne donnent pas lieu à des enquêtes et restent non résolues⁶⁰. Plus de 47 000 manifestant-e-s ont été arrêtés entre 2018 et 2022, dont au moins 38 000 ces deux dernières années⁶¹, notamment grâce à la surveillance de masse et aux technologies de reconnaissance faciale.
25. Les personnes arrêtées se voient généralement infliger d'importantes amendes ou des peines d'incarcération (appelées arrestations administratives). Des manifestant-e-s pacifiques sont poursuivis et condamnés à de longues peines de prison au titre de l'article 212.1 du Code pénal (« violations répétées de la procédure établie pour l'organisation ou la tenue de rassemblements publics ») pour des infractions insignifiantes à cette loi excessivement restrictive, ambiguë et vague ou parce que celle-ci est appliquée de manière arbitraire⁶². Des organes gouvernementaux et des entreprises proches de l'État poursuivent des militant-e-s devant les tribunaux civils, qui leur ordonnent de payer des sommes énormes et injustifiées pour couvrir les prétendues « pertes » associées à des rassemblements (comme une baisse temporaire de chiffre d'affaires pour un restaurant, par exemple) ou rembourser les frais de maintien de l'ordre⁶³.

Liberté de religion et de conviction

26. En 2017, la Cour suprême a arbitrairement qualifié les témoins de Jéhovah d'« organisation extrémiste ». Depuis, les autorités ont arrêté arbitrairement des membres de ce mouvement, les ont torturés et soumis à d'autres mauvais traitements et les ont condamnés à de longues peines de prison pour leurs convictions religieuses. Fin 2022, selon les informations dont nous disposons, environ 120 témoins de Jéhovah étaient encore derrière les barreaux⁶⁴.

Torture et autres mauvais traitements

27. La torture et les autres formes de mauvais traitements demeurent omniprésentes dans les établissements pénitentiaires. Il est courant que des détenu-e-s soient frappés ou humiliés par des membres du personnel pénitentiaire ou des codétenu-e-s (avec l'assentiment du personnel). Les privations de sommeil ou de soins médicaux et les châtiments disciplinaires arbitraires comme l'enfermement prolongé à l'isolement dans des conditions inhumaines sont également fréquents⁶⁵.

28. L'impunité est presque totale pour les actes de torture. Les organes d'application des lois refusent généralement de façon arbitraire d'enquêter sur les allégations de torture. Lorsque des enquêtes officielles sont ouvertes, elles sont injustifiablement lentes. Dans les rares cas où des personnes sont condamnées pour de tels actes, les peines appliquées sont souvent clémentes. Dans une affaire qui a fait la une des médias, un tribunal a condamné, vidéo à l'appui, 12 gardiens de prison de la colonie de redressement n° 1 (IK-1) de Iaroslavl à des peines de prison pour avoir roué de coups Evgueni Makarov, mais le directeur par intérim et son adjoint ont été mis hors de cause⁶⁶.
29. Les extorsions d'« aveux » sous la contrainte sont courantes, surtout dans les affaires liées au « terrorisme » et dans les poursuites pénales contre des manifestant-e-s. Les tribunaux considèrent presque toujours ces « aveux » comme des éléments à charge recevables. Dans les affaires motivées par des considérations politiques, des vidéos des personnes poursuivies s'incriminant elles-mêmes sont parfois diffusées en ligne. Ainsi, en 2022, le poète Artiom Kamardine a été arrêté arbitrairement pour avoir publié un poème pro-ukrainien. Il a été roué de coups et, semble-t-il, violé, puis contraint de « présenter ses excuses » devant une caméra⁶⁷.

Discriminations contre les personnes LGBTI

30. Les personnes LGBTI continuent d'être la cible d'actes de discrimination et de persécution. Elles se voient notamment infliger de lourdes amendes, sont licenciées de manière discriminatoire et sont victimes de harcèlement. La campagne d'enlèvements et de disparitions forcées, de détention secrète, de torture et, dans certains cas, d'homicides illégaux d'hommes considérés comme gays en Tchétchénie en 2017, dont les médias se sont largement fait l'écho et dont les éléments de preuves ne manquent pas, n'a jamais donné lieu à une enquête officielle et personne n'a été traduit en justice pour ces faits. En 2022, les librairies⁶⁸ et les services de diffusion de vidéos en continu⁶⁹ ont été contraints de supprimer tous leurs contenus associés aux personnes LGBTI. En revanche, la militante pour les droits des femmes et des personnes LGBTI Ioulia Tsvetkova, poursuivie pour « pornographie », a été mise hors de cause en 2022 après des années de harcèlement.

Crimes de guerre

31. Amnesty International a recueilli des éléments de preuve solides faisant état de crimes de guerre commis en toute impunité par les forces russes à la suite de l'invasion de l'Ukraine⁷⁰, en particulier le bombardement du théâtre d'art dramatique de Marioupol, connu pour héberger des centaines de civil-e-s⁷¹.

RECOMMANDATIONS À L'ÉTAT SOUMIS À L'EXAMEN

Amnesty International engage les autorités russes à :

Liberté d'expression

32. abroger les articles du Code pénal et du Code des infractions administratives interdisant et sanctionnant le fait de « discréditer les forces armées », de « diffuser de fausses informations en connaissance de cause » et d'autres formes d'expression protégées ;
33. modifier la législation relative à la « lutte contre l'extrémisme », à la « lutte contre le terrorisme » et à la « haute trahison » de manière à éviter les formulations trop larges ou trop vagues qui laissent la porte ouverte à des interprétations abusives. Cesser de les utiliser contre les personnes qui critiquent le gouvernement, innocenter les personnes injustement condamnées à des peines de prison ou des amendes au titre de ces lois, leur octroyer des réparations adéquates et libérer celles qui sont incarcérées ;
34. dépénaliser la diffamation ;

35. mettre fin aux poursuites contre Alexeï Navalny et le libérer immédiatement et sans condition, ainsi que ses collègues et toute autre personne privée de liberté pour le simple fait d'avoir exercé son droit à la liberté d'expression, y compris en critiquant la guerre d'agression menée contre l'Ukraine ;
36. faire en sorte que des enquêtes efficaces, impartiales et transparentes soient menées sur toutes les arrestations arbitraires, les tortures et autres mauvais traitements, les disparitions forcées et les homicides illégaux commis en Tchétchénie et ailleurs et amener les responsables présumés à rendre des comptes dans le cadre de procédures équitables ;

Liberté d'association et défenseurs des droits humains

37. abroger toutes les dispositions législatives concernant les « agents de l'étranger » et les « organisations indésirables » et cesser de harceler les organisations de la société civile ;
38. mettre fin à la campagne de dissolution, de harcèlement et de persécution des groupes de défense des droits humains et autres organisations de la société civile, réinscrire ceux qui ont été injustement dissous et leur restituer leurs biens saisis ;

Liberté de réunion

39. abolir les restrictions excessives à la tenue de rassemblements publics mise en place lors de la pandémie de COVID-19 ;
40. mettre la législation régissant les rassemblements publics et les pratiques de maintien de l'ordre concernées en conformité avec les obligations de la Russie en matière de droits humains, en particulier en levant toutes les restrictions injustifiées relatives aux organisateurs et organisatrices de rassemblements publics et au lieu de ces événements, en permettant la tenue de manifestations pacifiques spontanées et en faisant en sorte que les responsables de l'application des lois n'utilisent pas une force injustifiée ou excessive face aux rassemblements publics et qu'ils soient traduits en justice lorsque c'est le cas ;
41. faire en sorte, dans la loi et dans la pratique, que seules les infractions reconnues et clairement définies par la loi soient sanctionnées et que les peines appliquées pour ces infractions soient totalement conformes aux obligations internationales de la Russie en matière de droits humains, notamment en dépénalisant les « violations répétées de la procédure établie pour l'organisation ou la tenue de rassemblements publics » ;

Liberté de religion et de conviction

42. cesser de persécuter les témoins de Jéhovah, libérer immédiatement et sans condition toutes les personnes détenues uniquement pour avoir pratiqué leur religion et leur octroyer des réparations adéquates ;

Torture et autres mauvais traitements

43. veiller à ce que des enquêtes efficaces, impartiales et transparentes soient menées sur tous les signalements de torture et autres mauvais traitements, amener les responsables présumés de toutes ces violations à rendre des comptes dans le cadre de procédures équitables et octroyer des réparations complètes et adéquates aux victimes ;

Discrimination des personnes LGBTI

44. abroger toutes les lois homophobes, notamment celle érigeant en infraction « la propagande en faveur de relations et (ou) préférences sexuelles non traditionnelles et du changement de sexe » ;

Coopération internationale

45. coopérer pleinement avec les mécanismes internationaux et régionaux relatifs aux droits humains et les mécanismes de justice internationale, en particulier avec la Cour pénale internationale.

ANNEX 1

KEY AMNESTY INTERNATIONAL DOCUMENTS FOR FURTHER REFERENCE

All of Amnesty International's documentation of human rights violations committed by Russian officials and forces, both within Russia and in the context of the war against Ukraine can be accessed on our Russia country page: [amnesty.org/en/search/?qcategory=1149&qlocation=1995](https://www.amnesty.org/en/search/?qcategory=1149&qlocation=1995)

Amnesty International, *Russia: Unfair game: Persecution of human rights defenders in Russia intensifies*, 17 September 2019, Index: EUR 46/0950/2019, [amnesty.org/en/documents/eur46/0950/2019/en](https://www.amnesty.org/en/documents/eur46/0950/2019/en)

Amnesty International, *Human Rights in Eastern Europe and Central Asia: Review of 2019, Russia entry, 2020*, Index: EUR 01/1355/2020,

Amnesty International Report 2020/21: The state of the world's human rights, Russia entry, 7 April 2021, Index: POL 10/3202/2021, pp 302-307

Amnesty International, *Russia: No place for protest*, 12 August 2021, Index: EUR 46/4328/2021, [amnesty.org/en/documents/eur46/4328/2021/en](https://www.amnesty.org/en/documents/eur46/4328/2021/en)

Amnesty International Report 2021/22: *The state of the world's human rights*, 29 March 2022, Russia entry, Index: POL 10/4870/2022, [amnesty.org/en/documents/pol10/4870/2022/en/](https://www.amnesty.org/en/documents/pol10/4870/2022/en/) pp 309 -314

Amnesty International: *"Children": The attack on the Donetsk Regional Academic Drama Theatre in Mariupol*, Ukraine, 30 June 2022, Index: EUR 50/5713/2022, [amnesty.org/en/documents/eur50/5713/2022/en](https://www.amnesty.org/en/documents/eur50/5713/2022/en)

Amnesty International, *Russia: "You Will Be Arrested Anyway": Reprisals Against Monitors and Media Workers Reporting from Protests*, 24 November 2022, Index: EUR 46/6182/2022, [amnesty.org/en/documents/eur46/6182/2022/en](https://www.amnesty.org/en/documents/eur46/6182/2022/en)

Amnesty International Report 2022/23: The state of the world's human rights, March 2023, Russia entry: pp 307-312, Index: POL 10/5670/2023, [amnesty.org/en/wp-content/uploads/2023/03/WEBPOL1056702023ENGLISH.pdf](https://www.amnesty.org/en/wp-content/uploads/2023/03/WEBPOL1056702023ENGLISH.pdf)

ANNEX 2

MATRIX OF RECOMMENDATIONS FROM THE PREVIOUS CYCLE, WITH COMMENTS ON PROGRESS

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
Theme: A12 Acceptance of international norms			
147.56 Adopt a comprehensive law against gender violence and ratify the Council of Europe Convention on Preventing and Combating Violence against Women and Domestic Violence (the Istanbul Convention), and advance in the recognition and implementation of the women and peace and security agenda (Spain); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 15	Supported /Noted	A12 Acceptance of international norms A41 Constitutional and legislative framework D29 Domestic violence E32 Right to just and favourable conditions of work F13 Violence against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment Affected persons: - women	Not implemented. See para. 3
147.109 Investigate cases of enforced disappearance, particularly in the North Caucasus, and ratify the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance (France); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 14	Supported /Noted	A12 Acceptance of international norms D32 Enforced disappearances Affected persons: - disappeared persons	Not implemented. See paras. 20, 30
147.112 Strengthen measures aimed at investigating allegations of enforced disappearances in the North Caucasus and ratify the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance (Argentina); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 14	Supported /Noted	A12 Acceptance of international norms D32 Enforced disappearances D33 Arbitrary arrest and detention Affected persons: - disappeared persons	Not implemented. See paras. 20, 30
Theme: A24 Cooperation with special procedures			
147.32 Cooperate fully with international human rights monitoring mechanisms, including United Nations Special Rapporteurs, and ensure their unrestricted access throughout the Russian Federation and to the illegally annexed Crimea in order to fulfil its obligation as an occupying force to guarantee the protection of human rights (Estonia); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 10	Supported /Noted	A24 Cooperation with special procedures Affected persons: - general - persons affected by armed conflict	Not implemented. See para. 6
Theme: A41 Constitutional and legislative framework			
147.53 Take measures to review existing legislation to be in line with international human rights obligations and foster an enabling environment for civil society (Austria); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Supported /Noted	A41 Constitutional and legislative framework A61 Cooperation with civil society Affected persons: - general	Not implemented. See para. 1
147.89 Adopt anti-discrimination legislation encompassing all forms of discrimination and take measures to significantly reduce domestic violence (Germany); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 11	Supported /Noted	A41 Constitutional and legislative framework D29 Domestic violence Affected persons: - general - women - children - girls	Not implemented. See para. 3
147.121 Criminalize domestic violence and abolish the list of "prohibited professions", in order not to restrict the employment rights of women (Paraguay); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 15	Supported /Noted	A41 Constitutional and legislative framework D29 Domestic violence E31 Right to work F12 Discrimination against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment Affected persons: - women	Partially implemented. See paras. 3, 4

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
147.122 Strengthen measures to combat domestic violence, in particular gender-based violence, including through the adoption and implementation of specific legislation to ensure that cases of domestic violence are investigated and prosecuted (Rwanda); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 15	Supported /Noted	A41 Constitutional and legislative framework D29 Domestic violence F13 Violence against women Affected persons: - women	Not implemented. See para. 3
147.165 Take all the necessary measures in order to respect the right to freedom of assembly, in line with its international obligations, including by repealing article 212.1 of the Criminal Code or by aligning it with international standards (Belgium); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Supported /Noted	A41 Constitutional and legislative framework D44 Right to peaceful assembly Affected persons: - general	Not implemented. See para. 1
147.194 Revise the so-called “foreign agent” law and take all the necessary steps to ensure that civil society organizations, including the media, can exercise their activities without fear of stigmatization or punishment by law (Netherlands); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Supported /Noted	A41 Constitutional and legislative framework D45 Freedom of association Affected persons: - media	Not implemented. See para. 1
Theme: B11 International humanitarian law			
147.307 Use its influence to facilitate unimpeded access by international observers to Crimea, eastern Ukraine and the Georgian regions of Abkhazia and South Ossetia (Australia); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 10	Supported /Noted	B11 International humanitarian law Affected persons: - general	Not implemented. See para. 6
Theme: B51 Right to an effective remedy			
147.157 Refrain from detaining participants of peaceful demonstrations and ensure that police officers who use excessive force against protesters are held accountable (Sweden); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Supported /Noted	B51 Right to an effective remedy D44 Right to peaceful assembly Affected persons: - general - persons deprived of their liberty	Not implemented. See paras. 1, 24
Theme: B52 Impunity			
147.150 End impunity for attacks on journalists and human rights activists, and ensure space for civil society and opposition politicians to operate without fear of reprisals (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Supported /Noted	B52 Impunity Affected persons: - media	Not implemented. See paras. 1, 16–25
Theme: D29 Domestic violence			
147.245 Develop a comprehensive framework for the elimination of sexual and domestic violence against women and children (Cyprus); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 15	Supported /Noted	D29 Domestic violence F13 Violence against women Affected persons: - children	Not implemented. See para. 3
Theme: D42 Freedom of thought, conscience and religion			
147.199 Uphold the rights to freedom of conscience and religion by refraining from outlawing religious groups as “extremist” solely for the peaceful practice of their religious beliefs, such as has happened with Jehovah’s Witnesses (New Zealand); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Supported /Noted	D42 Freedom of thought, conscience and religion Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Not implemented. See paras. 1, 2, 26
Theme: D43 Freedom of opinion and expression			
147.161 Take the measures necessary to guarantee the full enjoyment of freedom of expression, in particular freedom of the press, and put an end to restrictions on access to some resources online (Luxembourg); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Supported /Noted	D43 Freedom of opinion and expression Affected persons: - general - media	Not implemented. See paras. 1, 11, 12, 17–19
147.124 Ensure the protection of lesbian, gay, bisexual and transgender rights across the Russian Federation, including by investigating ongoing persecution of human rights activists and lesbian, gay, bisexual and transgender individuals in Chechnya (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 11	Supported /Noted	D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Not implemented. See paras. 15, 30

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
Theme: D45 Freedom of association			
147.183 Ensure the unrestricted work of civil society and repeal the “foreign agents” law as well as the law on “undesirable organizations” (Czechia); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Supported /Noted	D45 Freedom of association A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - general - human rights defenders	Not implemented. See paras. 1, 13, 14, 18, 19, 21, 22
147.188 Revise the laws on “foreign agents” and “undesirable organizations” to ensure that NGOs and media organizations can exercise their legitimate activities in line with international law and human rights standards (Ireland); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Supported /Noted	D45 Freedom of association A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - general	Not implemented. See paras. 1, 13, 14, 18, 19, 21, 22
147.181 Take measures to enlarge the space for civil society, in particular to review relevant legal provisions (Republic of Korea); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Supported /Noted	D45 Freedom of association D7 Right to participation in public affairs and right to vote Affected persons: - general - human rights defenders	Not implemented. See paras. 1, 16
Theme: D8 Rights related to marriage & family			
147.250 Implement measures to combat discrimination and violence against women, developing strategies to eradicate patriarchal attitudes and stereotypes regarding the roles and responsibilities of women and men in the family and in society (Uruguay); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 11	Supported /Noted	D8 Rights related to marriage & family F12 Discrimination against women F13 Violence against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment Affected persons: - women	Not implemented. See para. 3
Theme: F12 Discrimination against women			
147.262 Take concrete measures in order to put an end to discrimination against women, especially by abolishing the list of professional occupations which are prohibited to them (Belgium); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 11	Supported /Noted	F12 Discrimination against women Affected persons: - women	Partially implemented. See para. 4
Theme: A12 Acceptance of international norms			
147.22 Consider acceding to the core international human rights treaties to which it is not yet a party (Zimbabwe); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 8	Supported	A12 Acceptance of international norms Affected persons: - general	Not implemented. See paras. 1, 7
147.15 Consider ratifying the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights, aiming at the abolition of the death penalty (Uruguay) (Romania); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 8	Supported	A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation D23 Death penalty Affected persons: - general	Not implemented. See paras. 1, 7, 8
147.9 Consider ratification of the Optional Protocol to the Convention against Torture (Senegal) (Chile); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 8	Supported	A12 Acceptance of international norms D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment Affected persons: - general	Not implemented. See paras. 1, 7
147.2 Continue considering accession to the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance (Mozambique) (Yemen); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 8	Supported	A12 Acceptance of international norms D32 Enforced disappearances Affected persons: - disappeared persons	Not implemented. See paras. 1, 7
Theme: A22 Cooperation with treaty bodies			
147.33 Continue to cooperate constructively with all treaty bodies and United Nations mechanisms by participating actively in the work of the Human Rights Council at the United Nations (Nicaragua); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 10	Supported	A22 Cooperation with treaty bodies A24 Cooperation with special procedures A26 Cooperation with the Universal Periodic Review (UPR) Affected persons: - general	Not implemented. See paras. 1, 7

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
Theme: A28 Cooperation with other international mechanisms and institutions			
147.35 Continue the policy of negotiations and non-politicized constructive dialogue in dealing with the global agenda of human rights and continue presenting and organizing initiatives in the Human Rights Council for this purpose (Syrian Arab Republic); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 10	Supported	A28 Cooperation with other international mechanisms and institutions A3 Inter-State cooperation & development assistance Affected persons: - general	Not implemented. See paras. 1, 7
Theme: A41 Constitutional and legislative framework			
147.26 Ensure that the Russian Federation's international human rights obligations are fully implemented, as foreseen in the Russian Constitution (Estonia); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 9	Supported	A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - general	Not implemented. See paras. 1, 7
147.41 Continue efforts to strengthen the legislative and institutional framework of the national system for the promotion and protection of human rights (Cuba); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 9	Supported	A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - general	Not implemented. See paras. 1, 7–15
147.50 Ensure the compliance of domestic legislation with the obligations of the Russian Federation under international law in the field of human rights and fundamental freedoms (Poland); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 9	Supported	A41 Constitutional and legislative framework A12 Acceptance of international norms Affected persons: - general	Not implemented. See para. 1
147.116 Continue efforts towards the adoption of a law against domestic violence (Saudi Arabia); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 15	Supported	A41 Constitutional and legislative framework D29 Domestic violence Affected persons: - women - children - girls	Not implemented. See para. 3
147.119 Adopt national legislation prohibiting all forms of gender-based violence, including domestic violence, and ensuring adequate care for victims (Mexico); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 15	Supported	A41 Constitutional and legislative framework D29 Domestic violence F13 Violence against women Affected persons: - women	Not implemented. See para. 3
147.206 Observe constitutional guarantees of freedom of religion and ensure religious groups are not subject to discrimination (Australia); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Supported	A41 Constitutional and legislative framework D42 Freedom of thought, conscience and religion Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Not implemented. See paras. 1, 26
147.162 Uphold the rights to freedom of assembly and expression, as enshrined in the Constitution (New Zealand); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Supported	A41 Constitutional and legislative framework D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly Affected persons: - general	Not implemented. See paras. 1, 7, 9–12, 15, 17–20, 24, 25
147.176 Bring legislation governing public assemblies and its enforcement into conformity with international human rights standards, particularly ensuring that any sanctions for violations of freedom of assembly do not create undue obstacles to freedom of assembly and expression (Slovenia); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Supported	A41 Constitutional and legislative framework D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly Affected persons: - general	Not implemented. See paras. 1, 9, 10, 24, 25
147.164 Bring legislation governing public assemblies and its enforcement into conformity with international human rights standards (New Zealand); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Supported	A41 Constitutional and legislative framework D44 Right to peaceful assembly Affected persons: - general	Not implemented. See paras. 1, 9, 10, 24, 25
147.163 Safeguard the freedom of association of all its people, as prescribed in the Constitution, including of journalists, lawyers and human rights defenders (Botswana); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Supported	A41 Constitutional and legislative framework D45 Freedom of association H1 Human rights defenders Affected persons: - general - media - judges, lawyers and prosecutors - human rights defenders	Not implemented. See paras. 1, 13, 14, 19, 21, 22

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
147.260 Strengthen labour legislation with a view to mainstreaming the gender perspective and ensuring that such legislation does not discriminate against women in their professional careers (Mexico); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 9	Supported	A41 Constitutional and legislative framework F12 Discrimination against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment Affected persons: - women	Partially implemented. See para. 4
Theme: A42 Institutions & policies - General			
147.72 Adopt measures to implement its national policy in order to ensure equality of human rights and freedoms regardless of race, nationality, language, religion or belief, and provide appropriate government funding for related activities (Pakistan); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 11	Supported	A42 Institutions & policies - General D42 Freedom of thought, conscience and religion D6 Rights related to name, identity, nationality Affected persons: - general - migrants - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - non-citizens - stateless persons	Not implemented. See para. 1
Theme: A43 Human rights policies			
147.45 Continue the concerted efforts to improve and strengthen human rights protection arrangements (Ethiopia); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 9	Supported	A43 Human rights policies A46 National Plans of Action on Human Rights (or specific areas) Affected persons: - general	Not implemented. See para. 1
Theme: A44 Structure of the national human rights machinery			
147.43 Continue further strengthening the posts of the Commissioners, particularly that for human rights (India); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 9	Supported	A44 Structure of the national human rights machinery Affected persons: - general	Not implemented. See para. 1
Theme: A61 Cooperation with civil society			
147.71 Pursue the practice of State assistance to NGOs working in the area of promotion and protection of human rights (Kazakhstan); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Supported	A61 Cooperation with civil society Affected persons: - general	Not implemented. See para. 21
147.197 Continue to take steps to strengthen cooperation and coordination between State authorities and civil society institutions in the promotion and protection of human rights (Philippines); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Supported	A61 Cooperation with civil society Affected persons: - general	Not implemented. See para. 21
Theme: B11 International humanitarian law			
147.40 Uphold obligations under international law to allow access to Crimea for international human rights monitors (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 10	Supported	B11 International humanitarian law A12 Acceptance of international norms Affected persons: - general - persons affected by armed conflict	Not implemented. See para. 6
Theme: B31 Equality & non-discrimination			
147.94 Take measures aimed at combating stereotypes that may promote discrimination against persons based on their sexual orientation (Argentina); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 11	Supported	B31 Equality & non-discrimination Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Not implemented. See paras. 15, 30
147.145 Pursue efforts to enforce equally and without discrimination the legal provisions relevant to the protection of individuals and their public freedoms (Lebanon); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 11	Supported	B31 Equality & non-discrimination Affected persons: - general	Not implemented. See para. 1

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
147.96 Take steps to effectively promote tolerance and prevent violence and discrimination on the grounds of sexual orientation and gender identity, ensure effective investigation of acts of violence against lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons, and hold those responsible to account (Netherlands); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 11	Supported	B31 Equality & non-discrimination B52 Impunity Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Not implemented. See paras. 15, 30
Theme: B32 Racial discrimination			
147.238 Take all necessary measures to prevent violence and intolerance against women, whether racist, xenophobic or based on sexual orientation, guaranteeing the rights of each and every one of them without discrimination (Switzerland); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 15	Supported	B32 Racial discrimination F12 Discrimination against women Affected persons: - women	Not implemented. See paras. 3, 15, 30
Theme: B51 Right to an effective remedy			
147.128 Investigate attacks on members of civil society, including lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons in Chechnya, and bring perpetrators to justice while providing legal redress for victims (Lithuania); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 15	Supported	B51 Right to an effective remedy Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Not implemented. See paras. 19, 20, 24, 30
147.246 Continue its efforts to ensure access to justice for women and girls who have been victims of domestic and sexual violence (Gabon); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 15	Supported	B51 Right to an effective remedy Affected persons: - women - girls	Not implemented. See para. 3
147.111 Ensure independent and credible investigations of alleged human rights violations in the North Caucasus and hold accountable anyone found responsible (Australia); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 14	Supported	B51 Right to an effective remedy B52 Impunity Affected persons: - general	Not implemented. See paras. 23, 30
147.273 Continue the efforts to prevent all forms of violence against children and adolescents, including sexual abuse of minors, and ensure their access to justice and reparation (Ecuador); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 16	Supported	B51 Right to an effective remedy F32 Children: family environment and alternative care Affected persons: - children	Not implemented. See para. 3
147.173 Ensure effective and impartial investigations by the law enforcement authorities aimed at preventing and combating offences against journalists and human rights defenders, with a view to holding the perpetrators accountable (Romania); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 18	Supported	B51 Right to an effective remedy H1 Human rights defenders Affected persons: - media - human rights defenders	Not implemented. See paras. 19, 20, 24, 30
Theme: B8 Human rights & counter-terrorism			
147.105 Strengthen the human rights perspective in the fight against terrorism (Peru); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Supported	B8 Human rights & counter-terrorism Affected persons:	Not implemented. See paras. 2, 17, 22, 29
Theme: D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment			
147.110 Ensure that all investigations into cases of abductions, unlawful detentions, torture and other ill-treatment, as well as killings, are conducted thoroughly and effectively (Austria); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 14	Supported	D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment D26 Conditions of detention Affected persons: - persons deprived of their liberty	Not implemented. See paras. 19, 20, 23, 24, 28
147.113 Investigate allegations of torture and inhuman treatment in custody in a transparent manner and bring those responsible to justice (Germany); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 14	Supported	D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment D26 Conditions of detention Affected persons: - general - persons deprived of their liberty	Not implemented. See paras. 19, 20, 24, 27-29
147.125 Investigate complaints of detention, torture and other ill-treatment committed against homosexuals in Chechnya, as well as taking the necessary measures to eliminate discrimination based on sexual orientation and gender identity (Chile); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 15	Supported	D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment D26 Conditions of detention Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Not implemented. See paras. 15, 30

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
147.126 Investigate promptly, thoroughly and impartially instances of hate-based violence, including reports of mass detentions, torture and killings of lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex individuals in Chechnya in 2017 (Canada); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 15	Supported	D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment D26 Conditions of detention Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Not implemented. See para. 30
147.97 Ensure that lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex people are able to exercise their rights to freedom of peaceful assembly and expression without discrimination or fear of reprisals, and investigate promptly, effectively and impartially all allegations of abductions, secret imprisonment, torture and other ill-treatment, and killings of gay men in Chechnya (New Zealand); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 11	Supported	D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment D26 Conditions of detention D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Not implemented. See paras. 15, 30
Theme: D26 Conditions of detention			
147.134 Take measures to improve conditions of pretrial detention for suspected and accused women with children in the penitentiary system (Egypt); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 18	Supported	D26 Conditions of detention D51 Administration of justice & fair trial Affected persons: - women	Not implemented. See para. 27
Theme: D29 Domestic violence			
147.57 Conclude its work on drafting a federal law on preventing domestic violence (Congo) (Gabon); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 15	Supported	D29 Domestic violence Affected persons: - women - children - girls	Not implemented. See para. 3
147.92 Look into measures to increase protection and support systems for victims of gender-based discrimination and domestic violence (Malaysia); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 11	Supported	D29 Domestic violence Affected persons: - general - women - girls - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Not implemented. See para. 3
147.114 Intensify efforts to fight domestic violence (Italy); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 15	Supported	D29 Domestic violence Affected persons: - women - children - girls	Not implemented. See para. 3
147.117 Enhance work to prevent and combat domestic violence (Kyrgyzstan); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 15	Supported	D29 Domestic violence Affected persons: - women - children - girls	Not implemented. See para. 3
147.242 Take all necessary measures to investigate allegations of domestic violence and prosecute perpetrators of this violence (Burkina Faso); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 15	Supported	D29 Domestic violence Affected persons: - women - children - girls - older persons	Not implemented. See para. 3
147.120 Enhance its efforts towards combating domestic violence and advancing women's empowerment (Myanmar); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 15	Supported	D29 Domestic violence F11 Advancement of women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment Affected persons: - women	Not implemented. See para. 3
147.243 Continue efforts to protect women's rights and to prevent domestic violence (Viet Nam); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 15	Supported	D29 Domestic violence F12 Discrimination against women Affected persons: - women	Not implemented. See para. 3
Theme: D42 Freedom of thought, conscience and religion			

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
147.90 Take concrete measures to combat all forms of discrimination, including when based on religion or belief and on sexual orientation, in compliance with international obligations (Italy); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 11	Supported	D42 Freedom of thought, conscience and religion Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Not implemented. See paras. 1, 15, 30
147.207 Step up efforts to promote and protect freedom of religion or belief, including by ensuring the freedom of all individuals to establish and maintain religious, charitable or humanitarian institutions (Brazil); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Supported	D42 Freedom of thought, conscience and religion D45 Freedom of association Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Not implemented. See paras. 1, 21, 26
Theme: D43 Freedom of opinion and expression			
147.153 Continue easing regulations on media coverage and Internet censorship in order to secure and facilitate the exercise of freedom of expression (Japan); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Supported	D43 Freedom of opinion and expression Affected persons: - media	Not implemented. See paras. 1, 11, 12
147.154 Ensure fully everyone's right to exercise freedom of expression (Estonia); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Supported	D43 Freedom of opinion and expression Affected persons: - general	Not implemented. See paras. 1, 11, 12, 16–20
147.166 Improve existing law and practice to guarantee freedom of expression, freedom of the media, and the safety of journalists (Poland); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Supported	D43 Freedom of opinion and expression Affected persons: - media	Not implemented. See paras. 1, 11, 12, 16–20
147.167 Guarantee freedom of expression, particularly online, as well as freedom of the media (France); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Supported	D43 Freedom of opinion and expression Affected persons: - media	Not implemented. See paras. 1, 11, 12, 16–20
147.185 Ensure that the federal law on combating extremist activity is not arbitrarily used to limit freedom of expression (Czechia); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Supported	D43 Freedom of opinion and expression Affected persons: - general	Not implemented. See paras. 1, 2, 12, 17
147.169 Continue efforts to protect journalists from violence and intimidation and intensify cooperation with the Organization for Security and Cooperation in Europe Representative on Freedom of the Media (Austria); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Supported	D43 Freedom of opinion and expression A28 Cooperation with other international mechanisms and institutions Affected persons: - media	Not implemented. See paras. 1, 19
147.170 Ensure that cases of violence and intimidation against independent journalists are independently investigated and that their perpetrators are effectively brought to justice (Belgium); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 15	Supported	D43 Freedom of opinion and expression B52 Impunity Affected persons: - media	Not implemented. See paras. 1, 19
147.123 Effectively investigate all cases of violence against lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons and activists, including the violation of their rights to freedom of expression and assembly, and bring perpetrators to justice (Montenegro); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 15	Supported	D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Not implemented. See paras. 1, 15, 30
147.129 Investigate repression against lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons, including in Chechnya (Luxembourg); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1	Supported	D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Not implemented. See paras. 15, 30
147.155 Strengthen human rights guarantees for freedom of expression and peaceful assembly (Peru); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Supported	D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly Affected persons: - general	Not implemented. See paras. 1, 7, 8–12, 17–20, 24, 25
147.98 Ensure that lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons can freely exercise their rights, and thoroughly investigate the anti-gay persecution in Chechnya while protecting the witnesses (Germany); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 11	Supported	D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly B53 Support to victims and witnesses Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Not implemented. See paras. 1, 15, 30

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
147.175 Take effective and credible measures to protect and facilitate the exercise of the rights to freedom of peaceful assembly, freedom of opinion and expression, and freedom of association (Slovakia); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Supported	D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly D45 Freedom of association Affected persons: - general - media	Not implemented. See paras. 1, 7, 9–25
147.177 Ensure that NGOs can work free of threats and intimidation and ensure equal participation in political and public affairs by all stakeholders, including NGOs (Slovakia); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Supported	D43 Freedom of opinion and expression D7 Right to participation in public affairs and right to vote Affected persons: - general	Not implemented. See paras. 1, 13, 14, 21–23
147.159 Ensure that anyone, including human rights defenders and journalists, can exercise their right to freedom of expression, including online, without fear of reprisal (Switzerland); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Supported	D43 Freedom of opinion and expression H1 Human rights defenders Affected persons: - general	Not implemented. See paras. 1, 11, 12, 17–23
Theme: D44 Right to peaceful assembly			
147.180 Guarantee the effective exercise of freedom of assembly and association to allow human rights defenders and political activists to do their work (Luxembourg); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Supported	D44 Right to peaceful assembly D45 Freedom of association H1 Human rights defenders Affected persons: - human rights defenders	Not implemented. See paras. 1, 9, 10, 13, 14, 21, 22, 24, 25
Theme: D45 Freedom of association			
147.182 Continue and strengthen its meaningful engagement with civil society in implementing universal periodic review recommendations and safeguarding human rights (Myanmar); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Supported	D45 Freedom of association A27 Follow-up to Universal Periodic Review (UPR) Affected persons: - general	Not implemented. See para. 16
Theme: D51 Administration of justice & fair trial			
147.171 Prevent and investigate beatings, threats and trials based on dubious charges of human rights defenders, journalists, political actors and civil society (Canada); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 15	Supported	D51 Administration of justice & fair trial H1 Human rights defenders Affected persons: - general - media - human rights defenders	Not implemented. See paras. 17–20, 22–25, 29
Theme: D7 Right to participation in public affairs and right to vote			
147.152 Ensure the exercise of political competition through free and fair elections, including equitable access to the political process (Canada); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Supported	D7 Right to participation in public affairs and right to vote Affected persons: - general	Not implemented. See paras. 13, 22
Theme: D8 Rights related to marriage & family			
147.214 Continue to provide support to the traditional family and contribute to international efforts in the promotion and preservation of traditional ethical and family values (Egypt); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 10	Supported	D8 Rights related to marriage & family Affected persons: - general	Non-human rights compliant recommendation. See paras. 5, 7, 15
Theme: E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation			
147.218 Strengthen ongoing efforts aimed at ensuring the implementation of the economic, social and cultural rights of its citizens (Cuba); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 20	Supported	E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation Affected persons: - general	Partially implemented. See para. 4
Theme: E24 Right to social security			
147.216 Introduce nationwide social security for its population (Nicaragua); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 20	Supported	E24 Right to social security Affected persons: - general	Partially implemented. See para. 4

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
147.217 Introduce a social security system for its citizens (Cuba); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 20	Supported	E24 Right to social security Affected persons: - general	Partially implemented. See para. 4
Theme: E31 Right to work			
147.261 Continue efforts to promote women's access to the labour market (Iraq); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 11	Supported	E31 Right to work Affected persons: - women	Partially implemented. See para. 4
147.220 Take measures to promote equal opportunities for men and women in terms of employment and occupation at all levels of responsibility (Algeria); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 11	Supported	E31 Right to work S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S08 SDG 8 - economic growth, employment, decent work Affected persons: - women	Partially implemented. See para. 4
147.264 Strengthen measures aimed at promoting equal opportunities for men and women in terms of employment and profession (Côte d'Ivoire); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 11	Supported	E31 Right to work S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S08 SDG 8 - economic growth, employment, decent work Affected persons: - women	Partially implemented. See para. 4
Theme: F12 Discrimination against women			
147.239 Continue efforts aimed at combating discrimination against women and fighting violence against them (Tunisia); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 15	Supported	F12 Discrimination against women F13 Violence against women Affected persons: - women	Not implemented. See para. 3
147.252 Fully implement the 2017–2022 national strategy on action for women in order to prevent violence against women, address gender stereotypes and guarantee women's full and equal participation in decision-making (Namibia); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 11	Supported	F12 Discrimination against women F13 Violence against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment Affected persons: - women	Not implemented. See para. 3
Theme: F13 Violence against women			
147.240 Strengthen governmental measures to eliminate violence against women and girls (Chile); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 15	Supported	F13 Violence against women Affected persons: - women - girls	Not implemented. See para. 3
147.244 Redouble efforts to eradicate violence against women, particularly domestic and sexual violence (Peru); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 15	Supported	F13 Violence against women Affected persons: - women	Not implemented. See para. 3
147.247 Continue to take effective steps aimed at combating violence against women (Romania); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 15	Supported	F13 Violence against women Affected persons: - women	Not implemented. See para. 3
147.241 Take effective steps to address domestic and sexual violence against women and girls, including through ensuring all perpetrators are prosecuted and punished (Botswana); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 15	Supported	F13 Violence against women B51 Right to an effective remedy Affected persons: - women - girls	Not implemented. See para. 3
Theme: F32 Children: family environment and alternative care			
147.279 Put an end to corporal punishment towards children in any form and in any area of society, and promote non-violent alternatives as disciplinary measures (Uruguay); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 16	Supported	F32 Children: family environment and alternative care D31 Liberty and security - general Affected persons: - children	Not implemented. See para. 3
Theme: H1 Human rights defenders			

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
147.127 Investigate all reports of attacks on, or threats against, human rights defenders, lawyers, journalists, civil society activists and lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons, and bring those responsible to justice (Norway); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 15	Supported	H1 Human rights defenders Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Not implemented. See paras. 19, 20, 22–24, 29, 30
147.179 Ensure the protection of human rights defenders, particularly in the North Caucasus (France); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Supported	H1 Human rights defenders Affected persons: - human rights defenders	Not implemented. See paras. 20–23
Theme: A12 Acceptance of international norms			
147.52 Restore full respect for human rights and fundamental freedoms at home (Ukraine); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 10	Noted	A12 Acceptance of international norms Affected persons: - general	Not implemented. See paras. 7–30
148.6 Uphold all its obligations under applicable international law as an occupying power in the illegally occupied territories (Ukraine); Source of position: A/HRC/39/13 - Para. 148	Noted	A12 Acceptance of international norms Affected persons: - general	Not implemented. See paras. 6, 31
147.5 Ratify the Rome Statute of the International Criminal Court and fully align national legislation with all obligations under the Rome Statute (Latvia); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 8	Noted	A12 Acceptance of international norms A41 Constitutional and legislative framework B11 International humanitarian law B52 Impunity D51 Administration of justice & fair trial Affected persons: - general	Not implemented. See paras. 6, 7
147.6 Ratify the Rome Statute of the International Criminal Court in its 2020 version, including the Kampala amendments on the crime of aggression, and review its national legislation in order to ensure full alignment with the Statute (Liechtenstein); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 8	Noted	A12 Acceptance of international norms A41 Constitutional and legislative framework B11 International humanitarian law B52 Impunity D51 Administration of justice & fair trial Affected persons: - general	Not implemented. See paras. 6, 7
147.115 Ratify the Istanbul Convention and repeal legislation that decriminalizes domestic violence (Estonia); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 15	Noted	A12 Acceptance of international norms A41 Constitutional and legislative framework D29 Domestic violence Affected persons: - women - children - girls	Not implemented. See para. 3
147.202 Respect its international obligations and amend its legislation to ensure the right to the peaceful enjoyment of freedom of religion and belief for adherents of Jehovah's Witnesses in the Russian Federation (Denmark); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Noted	A12 Acceptance of international norms A41 Constitutional and legislative framework D42 Freedom of thought, conscience and religion Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Not implemented. See para. 26
147.308 Implement the relevant General Assembly resolutions on the territorial integrity of Ukraine and on Crimea (Ukraine); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 10	Noted	A12 Acceptance of international norms B11 International humanitarian law Affected persons: - general	Not implemented. See para. 6
147.263 Repeal the list of professions prohibited for women and ratify the Istanbul Convention of the Council of Europe (France); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 11	Noted	A12 Acceptance of international norms E32 Right to just and favourable conditions of work S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment Affected persons: - women	Partially implemented. See paras. 4, 8
Theme: A28 Cooperation with other international mechanisms and institutions			
148.5 Provide full and unconditional access to OHCHR and other relevant human rights monitoring mechanisms to Georgia's Abkhazia and Tskhinvali regions (Georgia); Source of position: A/HRC/39/13 - Para. 148	Noted	A28 Cooperation with other international mechanisms and institutions Affected persons: - general	Not implemented. See para. 6

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
148.3 Provide free and unimpeded access for all international human rights mechanisms to Ukraine's Crimea and Donbas, as well as to Georgia's regions of Abkhazia and Tskhinvali (Lithuania); Source of position: A/HRC/39/13 - Para. 148	Noted	A28 Cooperation with other international mechanisms and institutions B11 International humanitarian law Affected persons: - general	Not implemented. See para. 6
Theme: A29 Cooperation with regional mechanisms			
148.7 Fulfil all interim measures issued by the European Court of Human Rights in the cases regarding human rights violations in the occupied Crimea and Donbas (Ukraine); Source of position: A/HRC/39/13 - Para. 148	Noted	A29 Cooperation with regional mechanisms Affected persons: - general	Not implemented. See paras. 6–8
Theme: A41 Constitutional and legislative framework			
147.51 Accelerate the process of amending its domestic legislation and practices in line with the provisions of international human rights instruments (Zimbabwe); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 9	Noted	A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - general	Not implemented. See para. 1
147.62 Repeal the legislation on “undesirable organizations” and “foreign agents” (Sweden); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Noted	A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - general	Not implemented. See paras. 1, 9, 13, 14
147.70 Repeal Federal Law No. 135-FZ by means of which “propaganda of non-traditional sexual relationships” is a criminal offence (Denmark); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 11	Noted	A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - general - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Not implemented. See para. 15
147.88 Adopt a comprehensive anti-discrimination law prohibiting discrimination on any grounds, including sexual orientation and gender identity (Honduras); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 11	Noted	A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Not implemented. See para. 15
147.151 Uphold the rights of lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex people by amending article 282 of the Criminal Code, article 5.62 of the Code of Administrative Offences and article 3 of the Labour Code (New Zealand); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 11	Noted	A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Not implemented. See para. 15
147.190 Consider the revision of the current legislation on “combating extremism” and on “foreign agents”, so as to define more precisely the limitations to fundamental freedoms in compliance with international obligations (Italy); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Noted	A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - general	Not implemented. See paras. 1, 2, 9, 12, 13, 17–19, 21, 22
147.192 Repeal legislation under which NGOs can be declared “foreign agents” and “undesirable” organizations (New Zealand); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Noted	A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - general	Not implemented. See paras. 1, 9, 13, 14
147.193 Repeal the laws on “foreign agents” and “undesirable” organizations (Lithuania); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Noted	A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - general	Not implemented. See paras. 1, 9, 13, 14
147.195 Review the legislation on the functioning of non-governmental organizations, such as law No. 121 on non-commercial organizations, and ensure its compliance with international human rights practices and standards (Mexico); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Noted	A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - general	Not implemented. See paras. 1, 13, 14
147.309 Repeal laws of the Russian Federation imposed in occupied Crimea and respect the laws in force in Ukraine (Ukraine). Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 10	Noted	A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - general	Not implemented. See para. 6
147.78 Amend anti-extremist legislation to effectively fight racism and xenophobia while avoiding unjustified human rights restrictions (Germany); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 12	Noted	A41 Constitutional and legislative framework B32 Racial discrimination Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Not implemented. See para. 2

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
147.66 End the practice of using the broad and vague anti-extremism and counter-terrorism legislation to pursue politically motivated charges (Sweden); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Noted	A41 Constitutional and legislative framework B8 Human rights & counter-terrorism Affected persons: - general - media - human rights defenders	Not implemented. See paras. 2, 12, 17, 22
147.65 Repeal laws that limit freedom of expression online and offline, including the so-called Yarovaya package of counter-terrorism legislation (Sweden); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Noted	A41 Constitutional and legislative framework B8 Human rights & counter-terrorism D43 Freedom of opinion and expression Affected persons: - general - media - human rights defenders	Not implemented. See paras. 1, 11, 12, 17-19
147.205 Repeal the 2013 law which criminalizes “insult to the religious feelings of believers” (France); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Noted	A41 Constitutional and legislative framework D42 Freedom of thought, conscience and religion Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Not implemented. See para. 1
147.64 Revise or repeal legislation that unduly limits the freedoms of association, assembly, expression, religion or belief, including the “foreign agents” law and the law on “undesirable organizations” (Canada); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Noted	A41 Constitutional and legislative framework D42 Freedom of thought, conscience and religion D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly D45 Freedom of association Affected persons: - general - media - human rights defenders	Not implemented. See paras. 1, 7, 9-15
147.68 Adopt comprehensive anti-discrimination legislation on the grounds of sexual orientation, including measures to allow lesbian, gay, bisexual and transgender persons to exercise their rights to freedom of expression and peaceful assembly without fear of harassment (Ireland); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 11	Noted	A41 Constitutional and legislative framework D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Not implemented. See paras. 1, 15
147.54 Review national legislation and take administrative measures to address the concerns expressed by the Human Rights Committee regarding the free exercise of freedom of expression, peaceful assembly and association (Costa Rica); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Noted	A41 Constitutional and legislative framework D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly D45 Freedom of association Affected persons: - general - media	Not implemented. See paras. 1, 9-25
147.55 Repeal or revise legislation in order to bring it into conformity with the obligations under the International Covenant on Civil and Political Rights and to ensure protection of the rights to freedom of opinion, expression, association and assembly (Latvia); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Noted	A41 Constitutional and legislative framework D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly D45 Freedom of association Affected persons: - general - media	Not implemented. See paras. 1, 9-25
147.63 Repeal laws on “foreign agents” and “undesirable” organizations, and amend vague and overly broad “extremism” legislation to prevent this from being used to target those exercising their rights to freedom of expression and association (Australia); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Noted	A41 Constitutional and legislative framework D43 Freedom of opinion and expression D45 Freedom of association Affected persons: - general - media - human rights defenders	Not implemented. See paras. 1, 2, 11-14
147.156 Repeal legislation and regulations that limit the legitimate exercise of the rights to freedom of expression, association and belief (Norway); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Noted	A41 Constitutional and legislative framework D43 Freedom of opinion and expression D45 Freedom of association Affected persons: - general	Not implemented. See paras. 1, 11-14

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
147.67 Relinquish de facto executive control over the media, the parliament and the courts, and repeal or amend legislation used to criminalize normal societal discourse, such as that on “extremism”, foreign agents, undesirable foreign organizations, anonymizer bans, and Internet blacklisting, as well as the “Yarovaya amendments”, which are used to criminalize normal societal discourse, so that all its laws are consistent with the Russian Federation’s human rights obligations and commitments (United States of America); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Noted	A41 Constitutional and legislative framework D43 Freedom of opinion and expression D51 Administration of justice & fair trial Affected persons: - general - media - human rights defenders	Not implemented. See paras. 1, 2, 11–14
147.196 Implement programmes aimed at eliminating the restrictive environment in which NGOs and civil society organizations that promote human rights and diversity in political opinion act (Romania); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Noted	A41 Constitutional and legislative framework D45 Freedom of association Affected persons: - general	Not implemented. See paras. 1, 11–14, 17–23
Theme: A42 Institutions & policies - General			
147.172 Establish institutional mechanisms for the prevention, protection and investigation of acts of intimidation, violence and reprisals that may target journalists and human rights defenders (Costa Rica); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 9	Noted	A42 Institutions & policies - General H1 Human rights defenders Affected persons: - media - human rights defenders	Not implemented. See paras. 19, 20, 23, 29
Theme: B11 International humanitarian law			
147.39 Ensure access to the occupied Crimea by international human rights mechanisms (Ukraine); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 10	Noted	B11 International humanitarian law Affected persons: - general - persons affected by armed conflict	Not implemented. See para. 6
148.1 Grant international human rights monitoring bodies full access to all federal subjects of the Russian Federation and territories under its effective control (Norway); Source of position: A/HRC/39/13 - Para. 148	Noted	B11 International humanitarian law Affected persons: - general	Not implemented. See para. 6
148.4 Cease violations of the human rights of the population living in Georgian regions under the Russian Federation’s effective control (Georgia); Source of position: A/HRC/39/13 - Para. 148	Noted	B11 International humanitarian law Affected persons: - general	Not implemented. See para. 6
148.8 End its illegal occupation of Crimea and end its support for separatist groups in eastern Ukraine and the Georgian regions of Abkhazia and South Ossetia (Australia). Source of position: A/HRC/39/13 - Para. 148	Noted	B11 International humanitarian law B9 Human rights & use of mercenaries Affected persons: - general	Not implemented. See para. 6
Theme: B31 Equality & non-discrimination			
147.100 Take concrete action to prevent discrimination on the grounds of sexual orientation, including by repealing the law against “propaganda of non-traditional sexual relations” (Norway); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 11	Noted	B31 Equality & non-discrimination A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Not implemented. See paras. 15, 30
147.99 End the persecution of people perceived to be gay or bisexual (Iceland); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 11	Noted	B31 Equality & non-discrimination B52 Impunity Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Not implemented. See paras. 15, 30
Theme: B32 Racial discrimination			
147.91 Cease discrimination on the grounds of ethnicity, sexual orientation and gender identity (Georgia); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 11	Noted	B32 Racial discrimination B31 Equality & non-discrimination Affected persons: - general - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups - Indigenous peoples - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Not implemented. See paras. 15, 30

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
Theme: B8 Human rights & counter-terrorism			
147.104 Make efforts to review the definition of extremist activity for the proper application of the federal law combating extremist activity (Republic of Korea); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Noted	B8 Human rights & counter-terrorism Affected persons: - general	Not implemented. See paras. 2, 12, 17, 22, 26
Theme: D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment			
147.149 Demonstrate that the laws of the Russian Federation apply in Chechnya by investigating reports of torture and other human rights violations and abuses, and holding those responsible to account (United States of America); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 14	Noted	D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment B52 Impunity Affected persons: - general	Not implemented. See paras. 20, 23, 30
Theme: D26 Conditions of detention			
147.132 Release all political prisoners held in the Russian Federation and occupied Crimea (United States of America); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 14	Noted	D26 Conditions of detention Affected persons: - persons deprived of their liberty	Not implemented. See paras. 17–26, 29
147.136 Regarding illegally annexed Crimea, remove the Mejlis from the list of “extremist organizations”, lift all restrictions imposed on its activities and immediately end the practice of sending Crimean prisoners to serve their sentences in the Russian Federation (Czechia); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Noted	D26 Conditions of detention Affected persons: - persons deprived of their liberty	Not implemented. See paras. 2, 6
Theme: D42 Freedom of thought, conscience and religion			
147.200 Reconsider the recent outlawing of the Jehovah Witnesses and stop their persecution (Spain); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Noted	D42 Freedom of thought, conscience and religion Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Not implemented. See paras. 1, 26
147.201 End the targeting of Jehovah’s Witnesses for exercising their freedom of religion (Iceland); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Noted	D42 Freedom of thought, conscience and religion Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Not implemented. See paras. 1, 26
147.203 Refrain from banning religious groups on the grounds of extremism, even though they practise their religious belief in a peaceful way, and also withdraw administrative accusations and criminal accusations against their members (Luxembourg); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Noted	D42 Freedom of thought, conscience and religion Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Not implemented. See paras. 1, 2, 26
147.204 Refrain from outlawing religious groups as “extremist” and ensure them the right to fully practise their religion or belief (Finland); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Noted	D42 Freedom of thought, conscience and religion Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Not implemented. See paras. 1, 2, 26
Theme: D43 Freedom of opinion and expression			
147.168 Implement recommendations relating to the freedom of the press and information accepted during the last cycle of the universal periodic review (Georgia); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Noted	D43 Freedom of opinion and expression Affected persons: - media	Not implemented. See para. 1, 11, 18–20
147.174 Release all journalists detained on politically motivated charges or sentenced for expressing critical or dissenting views, including about political events or the status of illegally annexed Crimea (Slovakia); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Noted	D43 Freedom of opinion and expression Affected persons: - media	Not implemented. See paras. 1, 11, 13, 18, 19
147.160 End its routine excessive banning of public assemblies and imposing excessive conditions regarding the place, time and manner of their conduct (Denmark); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Noted	D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly Affected persons: - general	Not implemented. See paras. 1, 9, 10, 24, 25

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
147.61 Repeal the law on foreign agents and ensure that the freedoms of assembly, association, expression, demonstration and the press are not limited (Spain); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Noted	D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly D45 Freedom of association Affected persons: - general - media	Not implemented. See paras. 1, 13, 18, 19, 21
148.2 End legal and political restrictions on freedom of expression, association and assembly against all persons, including Crimean Tatars in the illegally annexed Crimea and in Ukrainian territories under control of armed groups backed by the Russian Federation (Lithuania); Source of position: A/HRC/39/13 - Para. 148	Noted	D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly D45 Freedom of association B11 International humanitarian law Affected persons: - general - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Not implemented. See paras. 1, 6, 31
147.178 Cease restricting civil society and NGOs (Georgia); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Noted	D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly D45 Freedom of association D7 Right to participation in public affairs and right to vote Affected persons: - general	Not implemented. See paras. 1, 9–30
Theme: D44 Right to peaceful assembly			
147.158 End the practice of obstructing peaceful demonstrations by, under politically motivated pretexts, not granting them authorization (Sweden); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Noted	D44 Right to peaceful assembly Affected persons: - general	Not implemented. See para. 1, 9, 10, 24, 25
Theme: D45 Freedom of association			
147.189 Repeal the law on “undesirable organizations” (France); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Noted	D45 Freedom of association Affected persons: - general	Not implemented. See paras. 1, 14, 19, 21, 22
147.184 Review the current restrictive legal framework, especially the laws on foreign agents, undesirable organizations and extremism (Estonia); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Noted	D45 Freedom of association A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - general - human rights defenders	Not implemented. See paras. 1, 2, 9–14
147.186 Bring the laws on “foreign agents” and “undesirable organizations” in line with its international obligations and ensure that civil society can receive support from partners abroad (Germany); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Noted	D45 Freedom of association A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - general	Not implemented. See paras. 1, 9, 13, 14
147.187 Repeal the “foreign agents” law and the law on “undesirable” organizations (Iceland); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Noted	D45 Freedom of association A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - general	Not implemented. See paras. 1, 9, 13, 14
147.191 Review its legislation regulating the functioning of NGOs, in particular the federal law on non-commercial organizations and the federal law on undesirable organizations, and bring it into accordance with international human rights law, as previously recommended (Finland); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 19	Noted	D45 Freedom of association A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - general	Not implemented. See paras. 1, 13, 14
Theme: D51 Administration of justice & fair trial			
147.27 Repeal laws that allow the decisions of international human rights bodies, notably the European Court of Human Rights, to be disregarded (Lithuania); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 9	Noted	D51 Administration of justice & fair trial Affected persons: - general	Not implemented. See paras. 7, 8
147.28 Fully comply with the provisional measures order of 19 April 2017 of the International Court of Justice (Ukraine); Source of position: A/HRC/39/13/Add.1 - Para. 9	Noted	D51 Administration of justice & fair trial Affected persons: - persons affected by armed conflict	Not implemented. See para. 6

- ¹ UN Human Rights Council, Report of the Working Group on the Universal Periodic Review: Russian Federation, 12 June 2018, UN Doc. A/HRC/39/13, and its Addendum UN Doc. A/HRC/39/13/Add.1
- ² See Amnesty International's submissions for the first and second cycles of the UPR and its annual report entries on the country, all available at amnesty.org/en/search/?qcategory=1149&qlocation=1995
- ³ UN Doc. A/HRC/39/13/Add.1, recommendations 147.53, 147.165, 147.194, 147.157, 147.150, 147.199, 147.161, 147.183, 147.188, 147.181, 147.26, 147.41, 147.50, 147.206, 147.162, 147.176, 147.164, 147.163, 147.72, 147.45, 147.90, 147.207, 147.145, 147.153, 147.154, 147.16, 147.167, 147.185, 147.169, 147.170, 147.123, 147.155, 147.175, 147.177, 147.159, 147.180 (supported), 147.51, 147.62, 147.190, 147.192, 147.193, 147.195, 147.65, 147.205, 147.64, 147.68, 147.43, 147.54, 147.55, 147.63, 147.156, 147.67, 147.196, 147.200, 147.201, 147.203, 147.204, 147.168, 147.174, 147.160, 147.61, 148.2, 147.178, 147.158, 147.189, 147.184, 147.186, 147.187, 147.191 (noted)
- ⁴ Amnesty International, *Annual Report 2022/23: The state of the world's human rights*, March 2023, Russia entry: pp307-312, Index: POL 10/5670/2023, amnesty.org/en/wp-content/uploads/2023/03/WEBPOL1056702023ENGLISH.pdf
- ⁵ UN Doc. A/HRC/39/13/Add.1, recommendations 147.105, 147.199, 147.185 (supported), 147.190, 147.78, 147.66, 147.63, 147.67, 147.104, 147.136, 147.203, 147.204, 147.184 (noted)
- ⁶ UN Doc. A/HRC/39/13/Add.1, recommendations 147.56, 147.89, 147.121, 147.122, 147.245, 147.116, 147.119, 147.246, 147.273, 147.57, 147.92, 147.114, 147.117, 147.242, 147.120, 147.238, 147.243, 147.240, 147.244, 147.247, 147.250, 147.241, 147.279, 147.239, 147.252 (supported), 147.115, 147.263 (noted)
- ⁷ Council of Federation, *Федеральный закон «О профилактике семейно-бытового насилия в Российской Федерации»* (проект), council.gov.ru/media/files/rDb1bpYASUAxolgmPXefKLUlq7JAARUS.pdf
- ⁸ UN Doc. A/HRC/39/13/Add.1, recommendations 147.216, 147.217, 147.218 (supported)
- ⁹ Ratification status available at: ILO, Ratifications for Russian Federation, ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=1000:11200:0::NO:11200:P11200_COUNTRY_ID:102884
- ¹⁰ UN Doc. A/HRC/39/13/Add.1, recommendations 147.121, 147.260, 147.262, 147.263, 147.261, 147.220, 147.264 (supported)
- ¹¹ Министерство труда и социальной защиты Российской Федерации, Приказ «Об утверждении перечня производств, работ и должностей с вредными и (или) опасными условиями труда, на которых ограничивается применение труда женщин», 2019 (amended in 2021), docs.cntd.ru/document/560835581
- ¹² UN Doc. A/HRC/39/13/Add.1, recommendation 147.214 (Egypt)
- ¹³ See for example, United Nations, *Third Committee Approves Nine Draft Resolutions, Including Texts on Gender-Based Violence, Right to Development, Unilateral Coercive Measures*, 10 November 2022, press.un.org/en/2022/gashc4366.doc.htm
- ¹⁴ UN Doc. A/HRC/39/13/Add.1, recommendation 147.40 (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland)
- ¹⁵ UN Doc. A/HRC/39/13/Add.1, recommendations 147.32 and 147.307,
- ¹⁶ UN Doc. A/HRC/39/13/Add.1, recommendations 147.308, 148.1, 148.3, 148.4, 148.5, 148.6, 148.7, 147.5, 147.6, 147.309, 147.39, 148.8, 147.136, 147.28 (noted)
- ¹⁷ Amnesty International, "Russia/Ukraine: Invasion of Ukraine is an act of aggression and human rights catastrophe", 1 March 2022, amnesty.org/en/latest/news/2022/03/russia-ukraine-invasion-of-ukraine-is-an-act-of-aggression-and-human-rights-catastrophe
- ¹⁸ Amnesty International, "Russia's full-scale invasion of Ukraine", amnesty.org/en/latest/news/2022/03/latest-news-on-russias-war-on-ukraine
- ¹⁹ Constitution of the Russian Federation, Article 79.
- ²⁰ Amnesty International, "Europe/Russia: Venice Commission denounces Putin constitutional amendments which avoid execution of ECtHR rulings", 19 June 2020, amnesty.org/en/latest/news/2020/06/europerussia-venice-commission-denounces-putin-constitutional-amendments-which-avoid-execution-of-ecthr-rulings
- ²¹ Constitution, Articles 83(e), 83(e.3), 128(1), 128(2).
- ²² Constitution, Article 72(1)(zh.1).
- ²³ State Duma, «Приняты законы о неисполнении Россией решений ЕСПЧ», 7 June 2022, duma.gov.ru/news/54515
- ²⁴ Council of Europe, "Chart of signatures and ratifications of Treaty 005", retrieved on 31 March 2023, coe.int/en/web/conventions/cets-number/-/abridged-title-known?module=signatures-by-treaty&treatynum=005
- ²⁵ Федеральный закон №43-ФЗ «О прекращении действия в отношении Российской Федерации международных договоров Совета Европы», 2023, rg.ru/documents/2023/03/01/fz43-site-dok.html
- ²⁶ Федеральный закон №54-ФЗ «О собраниях, митингах, демонстрациях, шествиях и пикетированиях», 2004 (as amended in 2010–2022), consultant.ru/document/cons_doc_LAW_48103
- ²⁷ Кодекс об административных правонарушениях, consultant.ru/document/cons_doc_LAW_34661, Articles 20.2, 20.2.2, 20.2.3.
- ²⁸ Уголовный кодекс, consultant.ru/document/cons_doc_LAW_10699, Article 212.1.
- ²⁹ Уголовный кодекс, Article 128.1.
- ³⁰ Уголовный кодекс, Articles 207.1, 207.2.
- ³¹ Уголовный кодекс, Article 207.3.
- ³² Кодекс об административных правонарушениях, Article 20.3.3.

- ³³ Кодекс об административных правонарушениях, Article 20.3.1.
- ³⁴ Уголовный кодекс, Article 282.4.
- ³⁵ Amnesty International, "Russia: 'Foreign agents' bill threatens journalists: Amendment would extend restrictions to individuals, including bloggers", 18 November 2019, [amnesty.org/en/documents/eur46/1420/2019/en](https://www.amnesty.org/en/documents/eur46/1420/2019/en)
- ³⁶ Федеральный закон №255-ФЗ «О контроле за деятельностью лиц, находящихся под иностранным влиянием», 2022, consultant.ru/document/cons_doc_LAW_421788
- ³⁷ Федеральный закон №272-ФЗ «О мерах воздействия на лиц, причастных к нарушениям основополагающих прав и свобод человека, прав и свобод граждан Российской Федерации», 2012, consultant.ru/document/cons_doc_LAW_139994/a2a2c3de18de17987c273111214cd45393805c36, Article 3.1 (as amended).
- ³⁸ Федеральный закон №292-ФЗ «О внесении изменения в статью 284.1 Уголовного кодекса Российской Федерации», 2021, consultant.ru/document/cons_doc_LAW_388915
- ³⁹ Федеральный закон от 14.07.2022 №260-ФЗ «О внесении изменений в Уголовный кодекс Российской Федерации и Уголовно-процессуальный кодекс Российской Федерации», 2022, consultant.ru/document/cons_doc_LAW_421797/3d0cac60971a511280cbb229d9b6329c07731f7, Article 1(11).
- ⁴⁰ Кодекс об административных правонарушениях, Article 6.21.
- ⁴¹ Amnesty International, *Russia: Fraud charges against Aleksei Navalny are arbitrary and politically motivated*, 11 March 2022, [amnesty.org/en/documents/eur46/5329/2022/en](https://www.amnesty.org/en/documents/eur46/5329/2022/en)
- ⁴² Amnesty International, *Russian Federation: "Fake news" bill prompted by COVID-19 threatens freedom of expression*, 3 April 2020, [amnesty.org/en/documents/eur46/2093/2020/en](https://www.amnesty.org/en/documents/eur46/2093/2020/en)
- ⁴³ OVD-Info, *Summary of Russian wartime repression. One year since the full-scale invasion*, 2023, en.ovdinfo.org/summary-russian-wartime-repression-one-year-full-scale-invasion
- ⁴⁴ Freedom House, "Cracking Down on Artistic Expression: Another Strike against Russian Democracy", 15 December 2022, freedomhouse.org/article/cracking-down-artistic-expression-another-strike-against-russian-democracy
- ⁴⁵ Reuters, "Russia revokes independent Novaya Gazeta's last media licence", 15 September 2022, [reuters.com/world/europe/russia-revokes-independent-novaya-gazetas-last-media-licence-2022-09-15](https://www.reuters.com/world/europe/russia-revokes-independent-novaya-gazetas-last-media-licence-2022-09-15)
- ⁴⁶ Amnesty International, "Russia: Kremlin designates Dozhd TV 'foreign agent' in yet another attack on press freedom", 21 August 2021, [amnesty.org/en/latest/news/2021/08/kremlin-designates-dozhd-tv-foreign-agent-in-yet-another-attack-on-press-freedom](https://www.amnesty.org/en/latest/news/2021/08/kremlin-designates-dozhd-tv-foreign-agent-in-yet-another-attack-on-press-freedom)
- ⁴⁷ International Press Institute, "Meduza declared an 'undesirable organization' in Russia", 26 January 2023, ipi.media/alerts/meduza-declared-an-undesirable-organization-in-russia
- ⁴⁸ Amnesty International, "Russia: Journalists and independent monitors being silenced to stifle reporting of protests – new report", 24 November 2022, [amnesty.org/en/latest/news/2022/11/russia-journalists-and-independent-monitors-being-silenced-to-stifle-reporting-of-protests-new-report](https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/11/russia-journalists-and-independent-monitors-being-silenced-to-stifle-reporting-of-protests-new-report)
- ⁴⁹ Amnesty International, "Ask the Chechen authorities: What happened to Salman Tepsurkaev?", 3 September 2021, [amnesty.org/en/petition/russia-chechnya-salman-tepsurkaev](https://www.amnesty.org/en/petition/russia-chechnya-salman-tepsurkaev)
- ⁵⁰ The Insider, "Missing anti-Kadyrov Telegram chat moderator killed, Team Against Torture lawyer says", 24 August 2022, theinsider.ru/en/news/254342
- ⁵¹ Amnesty International, *Russian Federation: Lawyer's mother detained in Chechnya: Zarema Musaeva*, 2 February 2022, [amnesty.org/en/documents/eur46/5207/2022/en](https://www.amnesty.org/en/documents/eur46/5207/2022/en)
- ⁵² Amnesty International, "Closure of International Memorial is an insult to victims of the Russian Gulag", 28 December 2021, [amnesty.org/en/latest/news/2021/12/russia-closure-of-international-memorial-is-an-insult-to-victims-of-the-russian-gulag](https://www.amnesty.org/en/latest/news/2021/12/russia-closure-of-international-memorial-is-an-insult-to-victims-of-the-russian-gulag)
- ⁵³ Amnesty International, "Russia: Court order to liquidate Moscow Helsinki Group human rights organization unlawful", 26 January 2023, [amnesty.org/en/latest/news/2023/01/russia-court-order-to-liquidate-moscow-helsinki-group-human-rights-organization-unlawful](https://www.amnesty.org/en/latest/news/2023/01/russia-court-order-to-liquidate-moscow-helsinki-group-human-rights-organization-unlawful)
- ⁵⁴ Amnesty International, "Russia: Authorities move to outlaw Aleksei Navalny's organizations as 'extremist'", 26 April 2021, [amnesty.org/en/latest/press-release/2021/04/russia-authorities-move-to-outlaw-aleksei-navalnys-organizations-as-extremist](https://www.amnesty.org/en/latest/press-release/2021/04/russia-authorities-move-to-outlaw-aleksei-navalnys-organizations-as-extremist)
- ⁵⁵ Amnesty International, "Russian authorities ban Khodorkovsky's organization Open Russia as 'undesirable'", 26 April 2017, [amnesty.org/en/latest/press-release/2017/04/russian-authorities-ban-khodorkovskys-organization-open-russia-as-undesirable](https://www.amnesty.org/en/latest/press-release/2017/04/russian-authorities-ban-khodorkovskys-organization-open-russia-as-undesirable)
- ⁵⁶ BBC, «На активистов "Весны" завели дело, как на соратников Навального. За что их преследуют в России», 9 May 2022, [bbc.com/russian/news-61381643](https://www.bbc.com/russian/news-61381643)
- ⁵⁷ Rights in Russia, "Memorial Human Rights Defence Centre on the prosecution of Bakhrom Khamroev: Twenty Years in Prison for Appealing to Strasbourg?", 19 October 2022, rightsinarussia.org/memorial-human-rights-centre-116
- ⁵⁸ Amnesty International, *Russia: Further information: Chechen human rights defender jailed: Oyub Titiev*, 20 March 2019, [amnesty.org/en/documents/eur46/0086/2019/en](https://www.amnesty.org/en/documents/eur46/0086/2019/en)
- ⁵⁹ Amnesty International, "European Court's judgment on Natalia Estemirova's abduction and killing highlights unabated impunity in Russia", 31 August 2021, [amnesty.org/en/latest/news/2021/08/russian-authorities-have-failed-to-properly-investigate-the-murder-of-natalia-estemirova](https://www.amnesty.org/en/latest/news/2021/08/russian-authorities-have-failed-to-properly-investigate-the-murder-of-natalia-estemirova)
- ⁶⁰ See, for example, Amnesty International, *Russia: No place for protest*, 12 August 2021, [amnesty.org/en/documents/eur46/4328/2021/en](https://www.amnesty.org/en/documents/eur46/4328/2021/en)
- ⁶¹ OVD-Info, data.ovdinfo.org

⁶² Amnesty International, “Russia: Prisoner of conscience Konstantin Kotov will remain in jail”, 20 April 2020, [amnesty.org/en/latest/news/2020/04/russia-prisoner-of-conscience-konstantin-kotov-will-remain-in-jail](https://www.amnesty.org/en/latest/news/2020/04/russia-prisoner-of-conscience-konstantin-kotov-will-remain-in-jail)

⁶³ Amnesty International, *Russia: No place for protest*, previously cited

⁶⁴ Reuters, “Russia jails nine Jehovah’s Witnesses adherents in two-day period – group”, 21 December 2022, [reuters.com/world/europe/russia-jails-nine-jehovahs-witnesses-adherents-two-day-period-group-2022-12-21](https://www.reuters.com/world/europe/russia-jails-nine-jehovahs-witnesses-adherents-two-day-period-group-2022-12-21)

⁶⁵ Deutsche Welle, “Torture is rife in Russia’s prisons”, 1 February 2022, [dw.com/en/a-culture-of-torture-and-fear-is-rife-in-russias-prisons/a-60614959](https://www.dw.com/en/a-culture-of-torture-and-fear-is-rife-in-russias-prisons/a-60614959)

⁶⁶ Новая газета, «Суд в Ярославле оставил в силе оправдательный приговор экс-начальству ИК-1 по делу о пытках заключенных», 12 March 2021, [novayagazeta.ru/articles/2021/03/12/sud-v-iaroslavle-ostavil-v-sile-opravdatelnyi-prigovor-eks-nachalstvu-ik-1-po-delu-o-pytках-zakliuchennykh](https://www.novayagazeta.ru/articles/2021/03/12/sud-v-iaroslavle-ostavil-v-sile-opravdatelnyi-prigovor-eks-nachalstvu-ik-1-po-delu-o-pytках-zakliuchennykh)

⁶⁷ Amnesty International, “Russia: Activist allegedly beaten and raped for reciting anti-war poem online”, 27 September 2022, [amnesty.org/en/latest/news/2022/09/russia-activist-allegedly-beaten-and-raped-for-reciting-anti-war-poem-online](https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/09/russia-activist-allegedly-beaten-and-raped-for-reciting-anti-war-poem-online)

⁶⁸ Snob.ru, «Магазины “Читай-город” и “Республика” убрали с полок книги с ЛГБТ», 6 December 2022, snob.ru/news/knizhnye-magaziny-chitaj-gorod-i-respublika-ubrali-s-polok-knigi-s-lgbt

⁶⁹ Ведомости, «Роскомнадзор формирует практику удаления ЛГБТ-пропаганды из интернета», 19 January 2023, [vedomosti.ru/media/articles/2023/01/19/959631-roskomnadzor-formiruet-praktiku-udaleniya-lgbt-propagandi](https://www.vedomosti.ru/media/articles/2023/01/19/959631-roskomnadzor-formiruet-praktiku-udaleniya-lgbt-propagandi)

⁷⁰ For details of this and other crimes under international law committed by Russian Forces, see [amnesty.org/en/latest/news/2022/03/latest-news-on-russias-war-on-ukraine](https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/03/latest-news-on-russias-war-on-ukraine)

⁷¹ Amnesty International, “*Children*”: *The attack on the Donetsk Regional Academic Drama Theatre in Mariupol*, Ukraine, 30 juin 2022, [amnesty.org/en/documents/eur50/5713/2022/en](https://www.amnesty.org/en/documents/eur50/5713/2022/en)